14e année
numéro 278

10 Septembre 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél. : **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 278

(10 septembre 1938)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

L'insurrection de Cronstadt et la destinée de la Révolution russe

L'échange de lettres entre Trotsky et Wendelin Thomas (l'un des leaders du soulèvement des marins allemands en 1918, actuellement membre de la Commission américaine d'enquête sur les procès de Moscou) au sujet de la place à donner dans l'histoire aux événements de Cronstadt de 1921, a provoqué une véritable discussion internationale. Cela témoigne de l'importance du problème. D'autre part, si c'est plus particulièrement aujourd'hui que l'on s'occupe de Cronstadt, ce n'est pas par hasard : une analogie, et même un lien direct, entre ce qui s'est passé à Cronstadt il y a dix-sept ans, et les récents procès de Moscou, ne sont que trop évidents. Aujourd'hui on assiste au meurtre des chefs de la Révolution d'octobre; en 1921, ce furent les masses de base de cette révolution qui furent décimés. Serait-il possible de déshonorer et de supprimer aujourd'hui les chefs d'Octobre sans que la moindre protestation se lève dans le pays, si ces chefs-là n'avaient eux-mêmes, à coups de canons, obligé de se taire les marins de Cronstadt et les ouvriers de la Russie entière ?

La réponse de Trotsky à Wendelin Thomas montre que, malheureusement, Trotsky — qui est, avec Staline, le seul des chefs d'Octobre qui soit encore en vie parmi ceux qui ont effectué la répression de Cronstadt — se refuse actuellement, encore, à regarder le passé objectivement. Bien plus : dans son dernier article : « Beaucoup de bruit autour de Cronstadt », il élargit encore le fossé qui s'était alors creusé entre les masses travailleuses et lui; il n'hésite pas, après avoir ordonné leur bombardement en 1921, à présenter aujourd'hui les hommes de Cronstadt comme « des éléments complètement démoralisés, des hommes qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs ».

Non ! ce n'est pas avec de telles accusations, qui puent la morgue bureaucratique à cent pas, que l'on peut apporter une utile contribution aux enseignements à tirer de la grande révolution russe.

Pour déterminer l'influence qu'a eue Cronstadt sur le sort de la Révolution, il faut, en évitant toutes questions de personnes, porter son attention sur trois questions fondamentales: 1° dans quelle ambiance a surgi la révolte de Cronstadt ? 2° quels étaient les buts de ce mouvement ? 3° par quels moyens les insurgés essayèrent-ils d'atteindre ces buts ?

Les masses et la bureaucratie en 1920-1921

Tout le monde est maintenant d'accord pour reconnaître qu'au cours de l'hiver 1920-1921, la Révolution russe vivait un moment particulièrement critique : l'offensive en Pologne s'était terminée par la défaite de Varsovie, aucune révolution sociale n'éclatait dans l'Europe occidentale, la révolution russe demeurait isolée, la famine et la désorganisation s'emparaient du pays entier; le péril de la restauration bourgeoise frappait aux portes de la révolution. En ce moment critique, les différentes classes et partis qui existaient à l'intérieur du camp révolutionnaire présentèrent chacun leurs solutions pour résoudre la crise.

Le gouvernement soviétique et les sphères supérieures du parti communiste appliquèrent leur programme du *renforcement du pouvoir de la bureaucratie*. L'attribution aux « Comités exécutifs » des pouvoirs attribués jusqu'alors aux soviets, le remplacement de la dictature de la classe par celle du parti, le déplacement de l'autorité à l'intérieur même du parti, de ses membres à ses cadres, la substitution au double pouvoir de la bureaucratie et des ouvriers dans les usines du seul pouvoir de l'appareil, tout cela devait « sauver la Révolution » ! C'est à ce moment que Boukharine prononça son plaidoyer en faveur du « bonapartisme prolétarien ». « En se limitant lui-même », le prolétariat aurait soi-disant facilité la lutte contre la contre-révolution bourgeoise. Ainsi se manifestait déjà l'énorme *suffisance,* quasi-messianique, de la bureaucratie communiste.

Les 9ᵉ et 10ᵉ congrès du parti communiste, ainsi que l'intervalle d'une année qui les sépara, se passèrent sous le signe de cette nouvelle politique. Lénine en fut le réalisateur rigide, et Trotsky le troubadour. La bureaucratie prévenait la restauration bourgeoise... en éliminant les traits prolétariens de la révolution.

La formation de l' « opposition ouvrière » au sein du parti, appuyée, non seulement par la fraction prolétarienne du parti, mais aussi par la grande masse des ouvriers sans parti, la grève générale du prolétariat de Pétrograd peu avant la révolte de Cronstadt, et enfin cette insurrection elle-même, tout cela exprimait les aspirations des masses qui sentaient, plus ou moins clairement, qu'une « tierce personne » était en train de porter atteinte à ses conquêtes. Le mouvement des paysans pauvres de Makhno en Ukraine fut, dans l'ensemble, la conséquence des mêmes résistances. Lorsqu'on examine, avec le recul historique dont nous disposons maintenant, les luttes de 1920-1921, on est frappé de voir que ces masses dispersées, affamées et affaiblies par la désorganisation économique, ont néanmoins trouvé en elles la force de formuler avec autant de précision leur position sociale et politique, et de la défendre, à la fois, contre la bureaucratie et contre la bourgeoisie.

Le programme de Cronstadt

Pour ne pas nous contenter, comme Trotsky, de simples affirmations, soumettons aux lecteurs la résolution qui servit de programme au mouvement de Cronstadt. Nous la reproduisons en entier, en raison de son énorme importance historique. Elle fut adoptée le 28 février par les marins du cuirassé « Petropavlovsk » et acceptée ensuite par tous les marins, soldats et ouvriers de Cronstadt.

« Après avoir entendu les représentants des équipages qui ont été délégués par l'assemblée générale des bâtiments pour se rendre compte de la situation à Pétrograd, cette assemblée prend les décisions suivantes :

I. *Organiser immédiatement des réélections*

aux soviets avec vote secret et en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale pour tous les ouvriers et paysans, vu que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans;

II. *Accorder la liberté de la parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, pour les anarchistes et les partis socialistes de gauche;*

III. *Donner la liberté de réunion et la liberté d'association aux organisations syndicales et paysannes;*

IV. *Organiser, pour le* 10 *mars* 1921 *au plus tard, une conférence sans-parti des ouvriers, soldats rouges et matelots de Pétrograd, de Cronstadt et du district de Pétrograd;*

V. *Libérer tous les prisonniers politiques appartenant aux partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés pour des faits en rapport avec des mouvements ouvriers et paysans;*

VI. *Elire une commission pour la révision des cas de ceux qui sont détenus dans les prisons ou les camps de concentration;*

VII. *Supprimer tous les « politotdiel »* (1), *car aucun parti ne peut avoir de privilèges pour la propagande de ses idées ni recevoir de l'Etat des ressources dans ce but. A leur place, il doit être créé des commissions culturelles élues, auxquelles les ressources doivent être fournies par l'Etat;*

VIII. *Supprimer immédiatement tous les « zagraditelnyé otriady »* (2);

IX. *Fournir à tous les travailleurs une ration égale, à l'exception de ceux des métiers insalubres qui pourront avoir une ration supérieure;*

X. *Supprimer les détachements de combat communistes dans toutes les unités militaires, et faire disparaître dans les usines et fabriques le service de garde effectué par les communistes. Si on a besoin de détachements de combat, les désigner par compagnie dans chaque unité militaire; dans les usines et fabriques les services de garde doivent être établis conformément à l'avis des ouvriers;*

XI. *Donner aux paysans le droit de travailler leurs terres comme ils le désirent, ainsi que celui d'avoir du bétail, mais tout cela par leur propre travail, sans aucun emploi de travail salarié;*

XII. *Demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades « koursanty »* (3) *de s'associer à cette résolution;*

XIII. *Exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions;*

XIV. *Désigner un bureau mobile de contrôle;*

XV. *Autoriser la production artisanale libre, sans emploi de travail salarié.*

Ce sont là des formules frustes, certaines même insuffisantes, mais qui sont toutes imprégnées de l'esprit d'Octobre, et il n'y a pas de calomnie au monde qui puisse faire douter de la liaison intime existant entre cette résolution et le sentiment qui guidait les expropriateurs de 1917.

(1) Sections politiques du parti communiste existant dans la plupart des institutions d'Etat.

(2) Zagraditelnyé otriady : détachements policiers créés officiellement pour lutter contre l'agiotage, mais qui en fin de compte confisquaient tout ce que la population affamée, les ouvriers compris, amenaient des campagnes pour la consommation personnelle.

(3) Elèves-officiers.

La profondeur des principes qui animent cette résolution se trouve montrée par le fait qu'elle est encore largement actuelle. On peut, en effet, l'opposer aussi bien au régime de Staline de 1938 qu'à celui de Lénine de 1921. Il y a même plus : les propres exigences de Trotsky à l'encontre du régime de Staline ne sont que la reproduction, timide il est vrai, des revendications de Cronstadt. D'ailleurs, quel autre programme, quelque peu socialiste, pourrait être opposé à l'oligarchie bureaucratique en dehors de ceux de Cronstadt et de l'Opposition ouvrière ?

Le début de la résolution montre la liaison étroite qui existait entre les mouvements de Pétrograd et de Cronstadt. La tentative de Trotsky d'opposer les ouvriers de Pétrograd à ceux de Cronstadt afin de consolider la légende du caractère contre-révolutionnaire du mouvement de Cronstadt se heurte à Trotsky lui-même : en 1921, Trotsky, en effet, plaidant pour la nécessité dans laquelle Lénine s'était trouvé de supprimer la démocratie au sein des soviets et du parti, accusait les grandes masses, dans le parti et en dehors du parti, de *sympathiser avec Cronstadt.* Il admettait donc à ce moment que, bien que les ouvriers de Pétrograd et de l'Opposition ouvrière n'aient point été jusqu'à la résistance à main armée, leur sympathie au moins allait à Cronstadt.

L'assertion de Trotsky suivant laquelle « l'insurrection aurait été inspirée par le désir d'obtenir une ration privilégiée » est encore plus effarante. Ainsi, c'est l'un de ces privilégiés du Kremlin, pour lesquels les rations étaient très supérieures à celles des autres, qui ose lancer un semblable reproche, et cela à des hommes qui, dans le paragraphe IX de leur résolution, réclamaient explicitement l'égalisation de la ration ! Ce détail montre à quel point l'aveuglement bureaucratique de Trotsky est infini et désespéré.

Les articles de Trotsky ne s'écartent pas d'un seul pas de la légende forgée autrefois par le Comité central du parti. Certes, Trotsky mérite l'estime du mouvement ouvrier international pour avoir refusé, à partir de 1923, de continuer à participer à la dégénérescence bureaucratique et aux nouvelles « épurations » destinées à priver la Révolution de tous ses éléments de gauche; il préféra être éliminé lui-même. Il mérite plus encore d'être défendu contre la calomnie et les attentats de Staline. Mais tout cela ne donne pas à Trotsky le droit d'insulter les masses travailleuses de 1921. Au contraire ! Plus que tout autre, Trotsky aurait dû fournir une nouvelle appréciation de l'initiative prise par Cronstadt, initiative d'une valeur historique considérable, initiative prise par des militants de la base afin de lutter contre la première « épuration » sanglante entreprise par la bureaucratie.

L'attitude des travailleurs russes au cours de l'hiver tragique 1920-1921 témoigne qu'un instinct social profond et un noble héroïsme animèrent les classes laborieuses de Russie, non seulement durant la montée de la Révolution, mais aussi lors de la crise qui la mit en péril mortel.

Ni les combattants de Cronstadt, ni les ouvriers de Pétrograd, ni les communistes du rang, ne disposaient déjà plus, il est vrai, au cours de cet hiver, d'autant d'énergie révolutionnaire qu'en 1917-1919, mais tout ce qu'il y avait encore de socialiste et de révolutionnaire

dans cette Russie de 1921, c'était la base qui le possédait. En s'opposant à celle-ci, Lénine et Trotsky, d'accord avec Staline, avec Zinoviev, Kaganovitch et autres, répondaient aux désirs et servaient les intérêts des cadres bureaucratiques. Les ouvriers luttaient alors pour le socialisme dont la bureaucratie poursuivait déjà la liquidation. C'est là qu'est le fond du problème.

Cronstadt et la N.E.P.

On croit assez communément que Cronstadt exigeait l'introduction de la N.E.P.; c'est là une profonde erreur. La résolution de Cronstadt se prononçait pour la défense des travailleurs, non seulement contre le capitalisme bureaucratique d'Etat, mais aussi contre la restauration du capitalisme privé. Cette restauration était exigée — contrairement à Cronstadt — par les social-démocrates, qui la combinaient avec un régime de démocratie politique. Et ce sont Lénine et Trotsky qui la réalisèrent en grande partie (mais sans démocratie politique) sous la forme de la N.E.P. La résolution de Cronstadt disait, elle, tout le contraire puisqu'elle s'affirmait contre le salariat dans l'agriculture et l'artisanat. Cette résolution, et le mouvement auquel elle servit de base, tendaient à l'alliance révolutionnaire des prolétaires et des paysans travailleurs, avec les milieux les plus pauvres des campagnes, afin que la révolution se développe vers le socialisme; la N.E.P. était, au contraire, l'union des bureaucrates avec les couches supérieures du village contre le prolétariat, c'était l'alliance du capitalisme d'État et du capitalisme privé contre le socialisme. La N.E.P. est autant antagoniste des revendications de Cronstadt que, par exemple, le programme socialiste révolutionnaire de l'abolition du système de Versailles surgissant devant le prolétariat d'avant-garde européen est opposé à l'abrogation du traité de Versailles telle qu'elle fut réalisée par Hitler.

Voici, enfin, une dernière accusation couramment répandue : des initiatives comme celle de Cronstadt pouvaient *indirectement* déchaîner les forces de la contre-révolution. Il est *possible* en effet que même en se plaçant sur la base de la démocratie ouvrière, la révolution ait finalement échoué, mais ce qui est *certain*, c'est qu'elle a péri, et qu'elle a péri du fait de la politique des dirigeants : la répression de Cronstadt, la suppression de la démocratie ouvrière et soviétique par le 10e congrès du parti communiste russe, l'élimination du prolétariat de la gestion de l'industrie, l'introduction de la N.E.P. signifiaient déjà la mort de la Révolution.

C'est précisément à la fin de la guerre civile que se produisit la scission de la société post-révolutionnaire en deux groupes fondamentaux : les masses travailleuses et la bureaucratie. Dans ses aspirations socialistes et internationalistes la révolution russe fut étouffée; dans ses tendances nationalistes, bureaucratiques, de capitalisme d'Etat, elle se développa et se consolida.

C'est à partir de là et sur cette base que chaque année, de plus en plus nettement, l'amoralisme bolchevique, si souvent évoqué, acquit le développement qui devait conduire aux procès de Moscou. La logique implacable des choses s'était manifestée : lorsque des révolutionnaires, demeurant tels en paroles, accomplissent, en fait, les tâches de la réaction et de la contre-révolution, ils doivent inéluctablement avoir recours au mensonge, à la calomnie et à la falsification. Ce système du mensonge généralisé est la conséquence, non la cause, de la séparation du parti bolcheviste d'avec le socialisme et le prolétariat.

Je me permets, pour corroborer ce qui est dit ci-dessus, de citer des témoignages sur Cronstadt d'hommes que j'ai rencontrés dans la Russie des Soviets.

— *Ceux de Cronstadt ? Ils eurent parfaitement raison; ils sont intervenus pour défendre les ouvriers de Pétrograd; ce fut un malentendu tragique que Lénine et Trotsky, au lieu de s'entendre avec eux, leur livrèrent bataille,* me disait, en 1932, Dch., qui, en 1921, était ouvrier sans parti à Pétrograd et que je connus dans l'Isolateur politique de Verkhnié-Ouralsk comme trotskyste.

— *C'est une fable qu'au point de vue social, le Cronstadt de* 1921 *ait eu une population toute différente de celle de* 1917, me disait en prison un autre Pétrogradois, Dv., qui, en 1921, était membre des Jeunesses Communistes, et fut emprisonné en 1932 comme « déciste » (membre du groupe Sapronov, du « Centralisme démocratique »).

J'eus aussi l'occasion de connaître l'un de ceux qui avaient effectivement participé au soulèvement de Cronstadt. C'était un ancien mécanicien de la marine, communiste dès 1917, qui avait activement pris part à la guerre civile, dirigé un certain temps une Tchéka de province quelque part sur la Volga, et se trouvait en 1921 à Cronstadt en qualité de commissaire politique, sur le navire de guerre « Marat » (ex-« Pétropavlovsk »). Lorsque je le vis, en 1930, dans la prison de Léningrad, il venait de passer huit ans aux îles Solovetski.

Les moyens de lutte

Les travailleurs de Cronstadt poursuivaient des buts révolutionnaires en luttant contre les tentatives réactionnaires de la bureaucratie et en se servant de moyens propres et honnêtes. Par contre, la bureaucratie diffamait odieusement leur mouvement, prétendant qu'il était dirigé par le général Kozlovski. En fait, ceux de Cronstadt voulaient honnêtement, en camarades, discuter les questions litigieuses avec des représentants du gouvernement. Leur initiative eut d'abord un caractère défensif — c'est pour cette raison qu'ils n'occupèrent pas en temps voulu Oranienbaum, sur la côte en face de Cronstadt.

Dès le début, les bureaucrates de Pétrograd employèrent le système des otages en arrêtant les familles des marins, soldats de l'armée rouge et ouvriers de Cronstadt qui habitaient Pétrograd, parce que quelques commissaires de Cronstadt — dont pas un seul ne fut fusillé — avaient été arrêtés. La détention des otages fut portée à la connaissance de Cronstadt par voie de tracts lancés par avion. Dans sa réponse par radio, Cronstadt déclara le 7 mars « *qu'il ne voulait pas imiter Pétrograd car il estime qu'un pareil acte, même effectué dans un accès de haine désespérée, est le plus honteux et le plus lâche à tous les points de vue. L'histoire n'a pas encore connu de pareils procédés.* » (*Izvestia* du Comité Rév. de Cronstadt, 7 mars 1921). Le nouveau milieu dirigeant comprenait, lui, beaucoup mieux que les « re-

belles » de Cronstadt la signification de la lutte sociale qui commençait, la profondeur de l'antagonisme des classes qui le séparait des travailleurs. C'est en cela que réside la tragédie de toutes les révolutions dans la période de leur déclin.

Mais lorsque le conflit militaire fut imposé à Cronstadt, celui-ci trouva encore en lui la force de formuler les mots d'ordre de la « troisième révolution » qui demeurent depuis lors le programme du socialisme russe de l'avenir (4).

Bilan

Il y a des raisons de penser qu'étant donné le rapport des forces du prolétariat et de la bourgeoisie, du socialisme et du capitalisme, qui existait en Russie et en Europe au début de 1921, la lutte pour le développement socialiste de la révolution russe était vouée à un échec. Dans ces conditions, le programme socialiste des masses ne pouvait vaincre; il fallait s'attendre au triomphe de la contre-révolution déclarée ou *camouflée* sous l'aspect d'une dégénérescence (comme cela s'est produit en fait).

Mais pareille conception des processus de la révolution russe ne diminue nullement, dans le domaine de principe, l'importance historique du programme et des efforts des masses travailleuses. Au contraire, ce programme constitue le *point de départ* d'où commencera le nouveau cycle du développement révolutionnaire et socialiste. En effet, toute révolution nouvelle commence non sur la base où débuta la précédente, mais en partant du point où la révolution antérieure a subi un enrayement mortel.

L'expérience de la dégénérescence de la révolution russe pose de nouveau devant la conscience du socialisme international un problème sociologique extrêmement important : Pourquoi dans la révolution russe, comme dans deux autres grandes révolutions antérieures, celles d'Angleterre et de France, est-ce de l'intérieur que la contre-révolution a triomphé au moment où les forces révolutionnaires s'épuisaient, et par le moyen du parti révolutionnaire lui-même (« épuré », il est vrai, de ses éléments de gauche) ?

Le marxisme estimait que la révolution socialiste, une fois commencée, ou bien serait assurée d'un développement graduel et continu menant au socialisme intégral, ou bien irait à une défaite se réalisant sous la forme d'une restauration bourgeoise.

L'ensemble de la révolution russe pose d'une façon toute nouvelle le problème du mécanisme de la révolution socialiste. Cette question doit devenir primordiale dans la discussion internationale. Dans cette discussion, le problème de Cronstadt peut et doit avoir une place digne de lui.

A. CILIGA.

(4) Un ouvrage d'ensemble sur Cronstadt, contenant des documents essentiels sur ces journées historiques, vient d'être établi par Ida Mett. Sa publication apporterait, à mon avis, une contribution opportune à la discussion internationale qui se développe actuellement.

Pour répondre aux canailleries deux séries de chiffres typiques

Les indices annuels moyens de la production industrielle française, établis par la Statistique Générale de la France, sont les suivants :

1935 : 94
1936 : 98
1937 : 101

Les 40 heures et les nouvelles conditions de travail ont été appliquées, rappelons-le, au cours du second semestre 1936. Ainsi, en 1936, où les 40 heures ont été appliquées pendant une partie de l'année, la production française a été supérieure à celle de 1935, où les 40 heures ne furent pas du tout appliquées, — en 1937, où les 40 heures ont été appliquées durant toute l'année, la production s'est encore accrue par rapport à 1936, où elles ne l'avaient été que partiellement.

Prétendre que les 40 heures ont amené une diminution de la production est donc un mensonge flagrant.

⁂

Le prix des 100 kilos de blé a été fixé
à 140 francs en 1936
à 180 francs en 1937
à 182 francs en 1938.

Cette année, l'augmentation du prix du blé par rapport à 1936 est donc de 42 francs, soit de **30%**.

Il y a plus. Alors qu'en 1936 la récolte française de blé fut de 70 millions de quintaux (69 millions 226 mille exactement), la récolte de cette année est estimée devoir dépasser 90 millions de quintaux, soit 28% de plus.

Le cultivateur qui avait 100 kilos de blé à vendre en 1936 et a touché de ce fait 140 francs, aura, cette année, à vendre 128 kilos de blé qu'il vendra 182 francs les 100 kilos, soit 233 francs; son revenu aura dont été accru, en deux ans, de 93 francs, soit de **66%** (1).

Quel est l'ouvrier, industriel ou agricole, dont le salaire a augmenté depuis deux ans de 66%, voire même seulement de 30%!

(1) Une légère correction devra peut-être être apportée à ce chiffre lorsque les statistiques définitives auront été publiées, notamment pour le cas où la surface ensemencée cette année aurait été sensiblement plus importante que celle ensemencée il y a deux ans.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LA QUESTION DES SUDETES, DERNIER EPISODE DE LA LUTTE DE LA FRANCE CONTRE L'UNITE ALLEMANDE

On sait que la France et l'Angleterre ont été les deux premiers pays européens à sortir du morcellement féodal, à réunir chacune en un Etat unique, sous une même autorité, la totalité ou la presque totalité des populations dotées d'une culture et de conditions de vie analogues. D'où leur prééminence politique incontestée depuis les derniers siècles du moyen âge jusqu'à la fin du XIXe siècle. Par contre, durant tout ce temps, l'Allemagne n'arrivait pas à sortir du morcellement féodal; jusqu'à une époque toute récente, elle était restée divisée en une multitude de seigneuries, de « villes », de principautés, petites et grandes, sous l'autorité purement nominale de quelque empereur, incapable de faire régner la paix entre ses vassaux. La guerre de Trente Ans ne fut que l'illustration particulièrement sanglante d'une situation générale qui n'a pris fin qu'au dernier tiers du siècle dernier.

La fin du morcellement féodal en Allemagne signifiait pour l'Angleterre et la France la fin de leur situation privilégiée; aussi ces deux puissances, et, tout particulièrement, la France, firent-elles tout pour l'empêcher de se produire. Le premier Etat qui comprit suffisamment d'Allemands pour pouvoir être appelé, non plus *un* Etat allemand, mais *l'Allemagne,* ne put se constituer (Versailles 1871) qu'après la défaite de l'armée française. Après la victoire américaine de 1918, la grande pensée de Clemenceau, de Poincaré et de tous les Mangin fut de diviser, à nouveau, l'Allemagne. On se rappelle la création de l'Etat rhénan; ce fut un échec pitoyable, car l'unité réalisée en 1871 était déjà bien trop fortement cimentée pour être ébranlée, même par la défaite. Les efforts de la politique française durent donc se borner à faire que cette unité ne s'accroisse pas, c'est-à-dire que les populations allemandes laissées en dehors de l'unité de 1871 ne viennent s'y joindre, d'autant que la dislocation de l'Empire austro-hongrois, en libérant les peuples allemands qui y appartenaient, rendait la chose particulièrement facile.

Ces Allemands de l'ancienne Autriche-Hongrie constituaient deux groupes principaux : ceux d'Autriche, 6 millions, et ceux de Bohême (les Sudètes), 3 millions.

L'effort de la politique française eut d'abord à se porter sur l'Autriche. A peine libérés des Habsbourg, les Autrichiens avaient proclamé leur rattachement à l'Allemagne (12 novembre 1918); tout en affirmant qu'ils avaient fait la guerre pour assurer aux peuples le « droit de disposer d'eux-mêmes », les vainqueurs les forcèrent à retirer leur proclamation. Pendant vingt ans, ils maintiendront cette interdiction, même quand il ne s'agira que d'une simple union douanière, comme celle tentée par les derniers gouvernements républicains d'Allemagne et d'Autriche. Cependant, ces efforts, finalement, s'avérèrent vains : les 6 millions d'Allemands d'Autriche ont, cette année, réintégré l'Allemagne.

Maintenant il s'agit des 3 millions d'Allemands de Bohême. Exactement la même question que pour les 6 millions d'Allemands d'Autriche.

Le droit des Allemands qui habitent le pourtour de la Bohême de s'incorporer à l'Allemagne, si tel est leur désir, n'est pas niable. Aucun argument valable ne saurait leur être opposé, en particulier aucun « droit historique ». C'est au cours du XIIIe siècle que les Allemands ont occupé les territoires qu'ils habitent aujourd'hui; voilà donc quelque sept cents ans qu'ils y sont; c'est assez, j'imagine, pour leur conférer le droit d'habiter et de régir ce pays qu'ils ont fait.

S'opposer par la force, comme la France en manifeste l'intention, à l'incorporation des Sudètes à l'Allemagne, est une violation cynique de ce « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » dont les « démocraties » ont encore l'audace de se prétendre les champions, mais ce n'est pas seulement que cela, c'est aussi manifestement un effort aussi vain qu'a été l'opposition à l'Anschluss autrichien. On ne peut plus empêcher l'unité allemande de s'achever; il y a maintenant un bien trop grand morceau de cette unité qui est réalisé pour qu'on puisse espérer être assez fort pour lui interdire de se parfaire. Comment peut-on espérer maintenir dans l'obédience de 6 millions de Tchèques (même en y ajoutant 3 millions de Slovaques), 3 millions d'êtres qui veulent appartenir à un Etat limitrophe de 70 milions d'habitants? C'est rêver l'impossible.

La social-démocratie autrichienne avait vu juste. Lorsqu'en novembre 1918 les socialistes autrichiens proclamaient l'Autriche « partie intégrante du Reich allemand », ils voyaient juste; lorsqu'en décembre 1918 ils réclamaient pour les Allemands des Sudètes le droit de ne pas être incorporés de force à l'Etat tchécoslovaque, ils voyaient juste. Ils disaient le Droit (1), et, comme toujours, être dans le Droit n'est qu'être dans le sens profond de l'Histoire. Mais ils se sont contentés de *voir*. Ils n'ont pas voulu — sinon, certes, en 1918 où cela leur était manifestement impossible, mais aussi plus tard — forger l'instrument qui leur aurait permis de rétablir le Droit. Ils furent, ceux d'Autriche autant que ceux d'Allemagne, le parti des *vaincus,* le parti de ceux qui eu-

---

(1) Je prends le mot « Droit » au sens de Proudhon dans *la Guerre et la Paix.*

rent à liquider la défaite, et qui en conservèrent un sentiment d'infériorité irrémédiable dont ils ne parvinrent jamais à s'évader.

Pour rétablir le Droit, pour arracher les vices impérialistes des traités de Versailles, il fallait recourir à la force. La social-démocratie germanique eût pu le faire si elle avait créé une sorte de « démocratie guerrière » à la manière de celle qui fut un moment de la Révolution française, mais loin de chercher à la créer, elle l'écrasa dans le sang lorsqu'elle fit son apparition avec le Parti communiste *ouvrier* allemand (K.A.P.D.), lors de l'occupation de la Ruhr.

La carence du socialisme allemand, se contentant de dire le Droit au lieu de le faire, n'empêcha point finalement le Droit de se réaliser, mais au lieu qu'il se réalise par le socialisme, il se réalisa *contre lui*. Ce n'est pas l'une des moindres ironies de l'Histoire que ce soit Adolf Hitler qui donne suite aux protestations d'Otto Bauer.

Qu'on ne se méprenne pas sur nos sentiments ! Nous sommes autant pro-tchèques que nous sommes pro-allemands. Nous avons applaudi et nous continuons d'applaudir à la dislocation de l'Empire austro-hongrois qui a apporté aux Slaves, et notamment aux Tchèques, leur libération. Nous ne pouvons oublier — et nous n'oublions pas — que c'est le peuple tchèque qui donna, il y a déjà cinq cents ans, le premier exemple d'une société communiste, société qui ne devait disparaître que sous le glaive de la noblesse tchèque unie, en cette bataille de classe... avec l'empereur d'Allemagne.

Nous nous éléverions donc aussi résolument contre la domination allemande sur les Tchèques que nous nous élevons contre la domination des Tchèques sur les Allemands. Nous savons fort bien qu'à maintes reprises les Allemands, les Allemands des Sudètes, ont dominé et opprimé les Tchèques; ce n'est pas une raison pour que ceux-ci les oppriment à leur tour, en les retenant de force dans leur Etat. Ce fut précisément le malheur de ce que les Tchèques persistent à appeler le royaume « historique » de Bohême, d'avoir toujours été un pays où il y eut deux nationalités, et où toujours l'une opprima l'autre : un pays où les Tchèques étaient sous la botte des Allemands, ou un pays où les Allemands étaient sous la botte des Tchèques. Nous disons aujourd'hui aux Tchèques : mettez fin à cette tragédie ! Ne soyez plus dupes de ces soi-disant « frontières géographiques », fleuves ou crêtes de montagnes, qui ne signifient rien, qui ne sont que le prétexte des pires conquêtes (relisez à ce sujet — vous êtes suffisamment pénétrés de culture française pour cela — l'admirable *Esprit de Conquête* de Benjamin Constant); la seule frontière géographique qui soit une réalité est celle qui sépare des peuples; votre frontière est la ligne qui, depuis sept cents ans, vous sépare de ceux qui parlent allemand. Libérez-vous vous-mêmes en libérant vos Allemands, car le maître n'est pas plus libre que l'esclave ! Assurez la solidité de votre peuple et l'unité de votre pays, en en faisant une Tchécoslovaquie réelle, c'est-à-dire un Etat ne comprenant plus que des Tchèques et des Slovaques et non pas, comme maintenant, un tiers de populations étrangères; populations qui ne songent qu'à s'évader de votre Etat pour rejoindre celui de leurs frères de langue et de coutumes, afin de partager leur sort et leurs luttes.

DE ROTTERDAM A CONSTANTSA LE BLE DU SUD-EST, COMPLEMENT DU CHARBON DU NORD-OUEST

En plus de l'unité politique allemande, une autre question hante nos diplomates : celle de l'union économique entre l'Allemagne et les Etats danubiens : Hongrie, Yougoslavie, Roumanie.

L'énorme croissance de l'industrie allemande durant les cinquante dernières années n'a plus permis à l'Allemagne de se nourrir uniquement de son sol. Comme l'Angleterre, qui l'avait précédée d'un bon demi-siècle sur cette voie, l'Allemagne est obligée de demander une grande part de ses produits alimentaires de base à l'étranger, notamment le blé. Comme l'Angleterre, elle est en effet trop nordique pour être grande productrice de blé; sa céréale propre n'est qu'une céréale inférieure, le seigle; pour pouvoir manger du pain blanc, il lui faut s'adresser à des pays plus méridionaux.

L'Angleterre a résolu la question en achetant du blé outre-mer; maîtresse des mers, ce sont les approvisionnements qui lui viennent par la voie de l'Océan qui lui paraissent les plus sûrs : elle se fournit de blé au Canada, en Argentine, en Australie. L'Allemagne — qui a abandonné le rêve mégalomane de Guillaume II de conquérir la primauté sur mer — ne peut suivre la même voie; puissance terrestre, elle ne peut être sûre de son pain que s'il lui arrive par voie de terre.

Or, précisément, aux portes de l'Allemagne, de la nouvelle Allemagne, s'étend l'une des deux plus grandes plaines à blé de l'Europe, la plaine hongroise, et l'autre la suit : la plaine roumaine. Deux plaines que se partagent trois Etats : la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie. Etats éminemment agricoles, qui, non seulement produisent du blé, mais n'en consomment que très peu, parce que n'ayant qu'une faible population industrielle. Aussi la Hongrie dispose-t-elle, cette année, de 10 millions de quintaux de blé pour l'exportation, et la Roumanie de 15 millions.

Cet excédent de blé, où le vendre ? L'Angleterre ne saurait en acheter, d'une manière permanente, des quantités notables car il lui faudrait substituer ce blé à celui des pays où elle achète actuellement, ce qu'elle ne peut faire, d'une part, pour la raison générale que nous avons dite, d'autre part, parce qu'en se fermant aux produits agricoles de ses Domi-

nions ou de l'Amérique du Sud, elle fermerait du même coup, aux produits de son industrie et à ses charbons, ces marchés très importants dans lesquels elle est depuis longtemps fortement installée. La France, non plus, ne saurait être acheteuse du blé de l'Europe centrale puisque, pour des raisons sociales bien connues, elle veut rester, si absurde économiquement que ce soit, un pays largement agricole, se suffisant à lui-même.

Il n'est donc d'autre acheteur possible que l'Allemagne.

Cette situation s'est manifestée avec une force toute particulière lors de la conférence de Stresa. Vous vous souvenez ? C'était au plus fort de la crise; le gouvernement français, se rendant compte qu'il allait lui être impossible de maintenir son emprise politique sur les pays de la Petite-Entente, s'il ne parvenait à assurer des débouchés de leurs produits, convoqua... une conférence. Ce fut un échec total. Sous la présidence de l'ineffable Bonnet — Stavisky dans la coulisse — on palabra, on banqueta, on rédigea des rapports... et ce fut tout. La France dut reconnaître son impuissance à assurer la moindre vente aux blés du Danube, au bétail hongrois, au maïs roumain, au bois yougoslave.

Dès ce moment, la partie était gagnée pour l'Allemagne. Il était démontré que seule sa colossale population industrielle pouvait absorber les produits agricoles des pays danubiens, en échange desquels elle leur fournirait ses produits industriels. Cette année, l'Allemagne se propose, paraît-il, d'acheter à la Hongrie la moitié de son blé exportable, et à la Roumanie la totalité, ou presque. Le blé de Hongrie et de Roumanie servira à nourrir les ouvriers de la Ruhr qui fabriqueront l'acier nécessaire à l'équipement moderne de ces deux pays. C'est tout à fait logique; l'union de l'industrie de la Ruhr avec les plaines à blé du Danube est tout à fait dans la « vérité économique »; donc elle se réalisera.

Elle se réalisera d'autant plus facilement qu'une grande voie relie ces différents pays, qui permettra des transports économiques de bout en bout dès que quelques grands travaux auront été exécutés : le Danube.

Le Danube, qui commence à être navigable en Bavière, passe par l'Autriche, traverse dans son axe la Hongrie, arrose la partie la plus fertile de la Yougoslavie et débouche dans la grande plaine roumaine.

Deux points faibles cependant sur cette artère : en tête et en en queue.

En queue d'abord. Charriant une quantité énorme d'alluvions, le Danube arrive en mer Noire par un delta considérable, progressant et se modifiant sans cesse à une allure très rapide, ce qui menace continuellement d'ensablement tel ou tel point, tel ou tel chenal. Il a fallu l'intervention d'une commission internationale pour maintenir tant bien que mal, par des dragages répétés, une branche du delta, une seule, en état de navigabilité. Donc, débouché précaire. C'est pourquoi l'Allemagne propose à la Roumanie d'éviter ces difficultés en construisant un canal partant du Danube très en amont du delta, à Cernavoda, et aboutissant directement en mer libre, au port de Constantsa; ainsi, le trajet serait raccourci de quelque 200 kilomètres, tout en présentant une sécurité bien supérieure (2).

A la tête du fleuve, l'insuffisance du Danube est d'un autre ordre. Le Danube ne dessert, par lui-même ou ses affluents, que l'extrême-sud de l'Allemagne; avec le Nord, avec les fleuves de l'Allemagne industrielle il n'est pas relié, ou, plus exactement, il n'est relié que par un vieux canal, de petite section, sans intérêt pour la navigation moderne : le canal Ludwig. Déjà la République allemande avait compris tout l'intérêt qu'il y aurait à réunir le Danube et l'Allemagne du Nord, le Danube et le Rhin; dans ce but, un canal à large section avait été commencé. Cette année, il a été décidé d'en pousser très activement l'avancement; les travaux doivent être terminés en 1945. A cette date, des chalands de 1.200 tonnes, les grands chalands du Rhin, pourront, après avoir remonté le Rhin de Rotterdam à Mayence, emprunter le Main et le nouveau canal pour atteindre le Danube à Ratisbonne d'où ils descendront le fleuve, sans avoir, sans doute, nulle part à rompre charge, jusqu'à Braïla ou Constantsa.

A cette formidable artère, traversant toute l'Europe en écharpe, de la mer du Nord à la mer Noire, des champs de houille du Nord-Ouest aux champs de blé du Sud-Est, qu'est-ce que l'Angleterre et la France peuvent bien opposer ? Des francs et des livres sterlings ? C'est insuffisant. Les liens de débiteur à créancier ne comptent pas devant ceux que constituent les conditions matérielles des échanges.

Ainsi donc, de même que l'unité politique de tous les Allemands est appelée nécessairement à se réaliser à brève échéance, que cela plaise ou non à la France et à l'Angleterre, de même une union économique, impliquant, comme toujours, par voie de conséquence, une certaine interdépendance politique, est appelée à se réaliser, dans un proche avenir, entre l'Europe danubienne et l'Allemagne, malgré tous les efforts contraires que font et feront la France et l'Angleterre.

A l'heure actuelle, la politique française est totalement tournée au rebours de l'Histoire.

Ce qui est illogique, ce qui est absurde, ce qui est sans base dans la politique actuelle allemande, c'est l'intervention en Espagne; ce qui était logique, ce qui était profondément

---

(2) C'est sans doute pour faire échec à ce projet qu'a eu lieu, le mois dernier, une réunion extraordinaire de la Commission internationale du Danube, afin d'accorder à la Roumanie certains avantages. Le caractère purement négatif de la politique française en ces pays s'est, en cette occasion, comme en toutes autres, nettement manifesté. A un projet positif de l'Allemagne devant se traduire par un progrès technique incontestable, on ne cherche qu'à le faire échouer par des manœuvres.

basé, c'était une intervention de la République française permettant à la République espagnole de se développer librement sans intervention allemande ou italienne; du fait de sa logique, du fait de son Droit, elle était assurée du succès, mais les intérêts sordides de la Cité de Londres et de la finance parisienne n'ont pas permis qu'elle ait lieu. Des intérêts non moins sordides, ceux de Schneider et de la Banque de Paris et des Pays-Bas contribuent, par contre, à faire intervenir la France en Tchécoslovaquie, alors qu'ici c'est l'Allemagne qui est dans le Droit. La France et l'Angleterre interviennent aujourd'hui pour maintenir de force 3 millions d'êtres sous la domination d'un Etat qu'ils récusent, et, demain, de même, la bourgeoisie française s'opposera, avec le même entêtement stupide et borné qu'elle a mis à s'opposer à l'Anschluss autrichien, à l'union économique du Danube et de l'Allemagne. Elle continuera ainsi à marcher au rebours de la logique économique et au rebours de l'Histoire, n'agissant pas quand il faut agir, agissant quand il faut laisser faire.

Aller au rebours de l'Histoire, c'est d'avance être vaincu. Les succès momentanés que la France pourra rencontrer dans cette politique seront comme ceux qu'elle a rencontrés, momentanément aussi, dans son opposition à l'Anschluss : ils ne feront que retarder de peu l'événement, en en augmentant simplement la force explosive.

CANAILLERIE IMBECILE

« *Le revenu global de la France était de* 38 *milliards de francs-or en* 1914, *de* 49 *milliards en* 1931, *et de* 22 *milliards seulement en* 1937 », s'est exclamé pathétiquement Daladier en son discours radiodiffusé pour l'assassinat des 40 heures.

Imbécile et canaille !

Ce fripouillard a « oublié » de dire une chose, c'est qu'entre 1914 et 1937, entre 1931 et 1937, par suite des manipulations monétaires, les prix en or *ont considérablement baissé,* de sorte que un milliard de francs-or représente aujourd'hui beaucoup plus de marchandises qu'il n'en représentait en 1914 ou en 1931, et que par conséquent une baisse du revenu en francs-or ne signifie nullement une diminution de la production. Que demain Daladier procède, comme il l'a déjà fait au début de son ministère, à une nouvelle dépréciation du franc, la valeur en francs-or de tous les revenus français diminuera instantanément puisqu'on calculera les francs désormais reçus à leur nouvelle valeur-or, mais est-ce que cela signifiera qu'il s'est produit un ralentissement de la production ?

Précisons par des chiffres.

L'indice-or des prix de gros en France est passé de 100 en 1914 à 69 en 1937 (3). Il s'ensuit que les 38 milliards de revenus en francs-or de 1914 ne représentent pas plus de marchandises que 26 milliards de francs-or aujourd'hui. La différence de revenu réel entre les deux années est donc seulement de 4 milliards au lieu de 16; une paille !

Quant à ces 4 milliards de différence qui subsistent, ils s'expliquent fort bien par des raisons qui n'ont rien à voir avec la production : disparition de revenus provenant de fonds d'Etat étrangers, tels les fonds russes — placements clandestins à l'étranger, sur une échelle considérable durant ces dernières années, et dont les revenus échappent naturellement à la statistique —, thésaurisation, phénomène qui était totalement inconnu avant ces toutes dernières années et qui prive, bien entendu, les thésaurisateurs de tous revenus, etc. Toutes ces choses bien connues n'ont rien à voir, bien entendu, avec le rythme du travail dans les usines et n'en diminuent pas moins le « revenu national » dans une mesure fort élevée (4).

Aller chercher, pour justifier l'allongement de la durée du travail, non les indices de production qui, seuls, pourraient fournir des données directes, mais une notion extrêmement confuse et très difficile à chiffrer comme celle du « revenu national », dans laquelle interviennent nombre de facteurs qui n'ont rien à voir avec la production, et sans se soucier — chose vraiment monumentale — de savoir à quel volume de marchandises correspondent les francs-or en lesquels on exprime le revenu, est d'une imbécillité sans pareille... ou d'une canaillerie sans égale. A moins, ce qui est le plus probable, que ce ne soit les deux à la fois.

R. Louzon.

(3) Cet indice-or a été calculé en prenant comme indice nominal moyen pour 1937 celui donné par la Statistique générale de la France : 563, et, comme cours moyen du dollar pendant cette même année, le cours rond approché de 25 francs.

(4) Les mêmes observations doivent être faites pour la comparaison entre 1931 et 1937, avec ceci en plus, qu'une grosse part des revenus de 1931 consiste en bénéfices réalisés en 1930, année qui, avec 1929, fut en France une année tout à faif exceptionnelle, où l'activité économique atteignit un niveau jusque-là jamais inégalé — cela pour des raisons qui n'ont pas plus à voir avec la classe ouvrière et ses conditions de travail que la crise qui suivit.

A bas le Traité de Versailles !

Nous ne nous battrons pas pour maintenir de force 3 millions d'Allemands dans l'Etat tchécoslovaque.

LA « REVOLUTION PROLETARIENNE ».

Arrière les canons !

Une fois de plus, nous sommes au bord de la guerre.

Certes, il n'y a nulle raison de s'affoler. La paix peut être préservée. Mais il faut que les travailleurs l'exigent.

Toute la presse — et même, hélas! la presse ouvrière — s'emploie à nous persuader que, dans la crise présente, les démocraties ont fait et font encore l'impossible, que Hitler prendrait donc sur lui l'entière responsabilité de la catastrophe et que s'il continuait sa pression sur la Tchécoslovaquie, il n'y aurait plus qu'à accepter l'union sacrée et la guerre générale pour sauver les libertés du monde.

Nous nous dressons contre ce monsonge et cette folie.

La guerre ne sauverait pas la Tchécoslovaquie puisque le peuple tchécoslovaque serait le premier à être broyé — elle ne sauverait pas nos libertés qui disparaîtraient le jour même où serait signé le décret de mobilisation — elle n'abattrait pas le fascisme que la misère, la violence et la frénésie nationaliste étendraient à toute l'Europe.

Mais elle sortirait d'abord, comme toujours, d'une vaste tromperie. On nous dit que des millions d'hommes doivent mourir s'il le faut pour défendre l'indépendance des Tchèques, tandis que des millions d'Allemands croiront alors mourir pour libérer leurs frères de race. Toutes ces victimes auront été également abusées. S'il ne s'agissait que des droits respectifs des Tchèques et des Allemands des Sudètes, le problème serait résolu depuis longtemps. La vérité est que pour les gouvernements français et russe au moins l'Etat tchécoslovaque est une position stratégique et économique à conserver et à utiliser le cas échéant contre l'Allemagne; *pour Hitler, elle est une menace à détruire et une barrière à faire sauter. La seule question très grave est celle de la place de la Tchécoslovaquie dans les systèmes d'alliances constitués en Europe.*

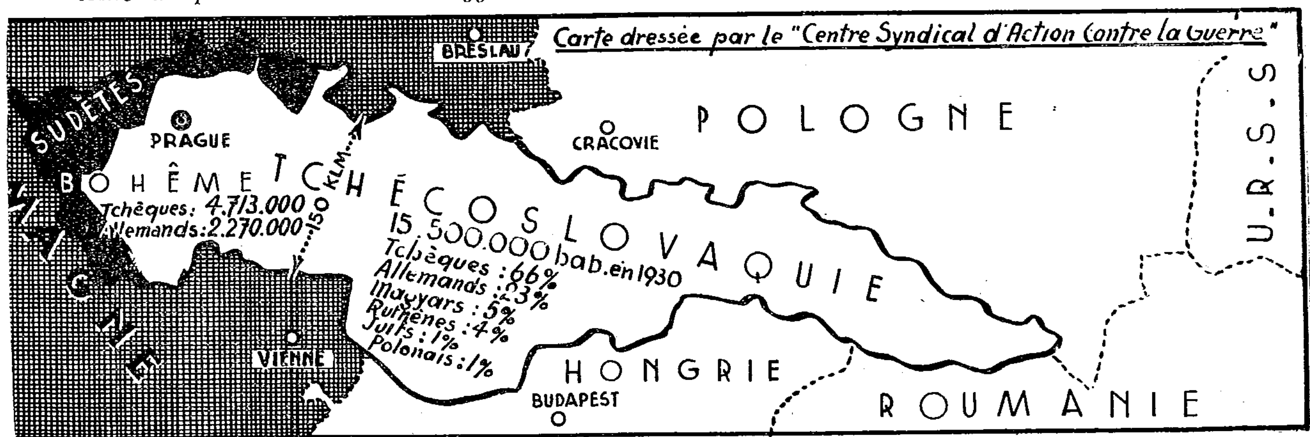
La classe ouvrière n'a pas à prendre parti dans ces intrigues diplomatiques, semblables à celles qu'elle a toujours dénoncées comme criminelles. Moins que jamais, elle peut considérer comme sa guerre celle qui résulterait de telles pratiques.

Est-il vrai d'ailleurs que l'unique coupable serait Hitler? Nous condamnons de la manière la plus véhémente les horreurs du régime nazi et les brutalités périlleuses d'un impérialisme funeste exalté par lui. Mais nous n'en saurions conclure que nos gouvernements sont innocents, ni qu'ils font ce qu'une sincère volonté de paix devrait leur suggérer. Nous avons dit sans cesse qu'il n'y aurait pas de sécurité réelle tant que les traités de violence et d'iniquité de 1919 n'auraient pas été révisés, tant qu'un réglement généreux et complet des difficultés nées de la dernière guerre n'aurait pas été proposé et tenté. Aujourd'hui encore la question tchécoslovaque, la question espagnole ne peuvent être réglées que si on les rattache au problème général d'un statut européen équitable et acceptable pour tous. Nous accusons ceux qui disent parler au nom des démocraties de n'avoir jamais su offrir la paix qu'en paroles et d'avoir voilé de formules pompeuses leur égoïsme conservateur et nationaliste. *Nous disons qu'en restant ou en retombant toujours dans les vieilles ornières, ils nous ont conduits au bord du gouffre. Nous affirmons que si le pire arrivait, ils seraient eux aussi comptables du sang et des ruines, et qu'aucune solidarité ne saurait nous unir à eux. Nous pensons enfin que c'est à tous ceux qui veulent vivre, de leur imposer les gestes de salut, de leur interdire la décision fatale.*

Car il n'est pas trop tard. *Alors même que l'Allemagne multiplierait ses exigences, il est faux de dire que tout serait perdu.* En 1914, la guerre eût pu être évitée *si l'on avait négocié avec moins de folle hâte, avec plus de courageuse sagesse. Sous prétexte de protéger la Serbie, qui ne fut réellement attaquée que le 12 août, les nations se jetèrent dans l'abîme dès la fin de juillet. Quelques jours de sang-froid, et le sort du monde était peut-être changé! Il reste bien des moyens de discuter, bien des transactions à envisager, dont surtout la* neutralisation politique de la Tchécoslovaquie, *qui serait sa meilleure garantie et qui presque sûrement enlèverait au conflit toute acuité. Pour que nos gouvernants fassent montre d'une inlassable volonté d'entente, il faut que le chemin de la guerre leur soit fermé par notre refus. A nous de le signifier de toutes nos forces.* Le prolétariat français n'acceptera pas de se sacrifier — *et d'ailleurs en vain* — pour les intérêts de l'industrie lourde et les calculs des chancelleries, *ni parce que ses chefs ajouteraient à leurs fautes anciennes celle de le pousser dans une guerre qu'ils n'auraient pas su conjurer.*

Travailleurs des villes et des campagnes, exprimez énergiquement votre volonté de ne plus servir de chair à canon pour les batailles internationales du profit capitaliste et le prestige des impérialismes quels qu'ils soient.

Le Comité national du Centre syndical d'action contre la guerre.



L'enlèvement de Rudolf Klement

L'homme

Moins de trente ans, un garçon pâle et réservé, de grande taille, aux mains fines. Lorgnons. Ingénieur chimiste diplômé en Allemagne, devenu communiste, puis, dès 1932, à Hambourg, membre d'un groupe d'opposition où il rencontre Léon Sédov. Secrétaire de Trotski pendant quelque temps, en France; puis secrétaire technique du Comité pour la IVe Internationale ou d'un Comité de la IVe Internationale, il est malaisé de le savoir au juste. Grand travailleur, il vivait dans un cercle étroit d'hommes et d'idées, entretenant, pour son organisation, une vaste et inlassable correspondance avec des groupes répandus dans le monde entier, passant ses nuits à rédiger des thèses — d'une orthodoxie toujours rigoureuse —, ses jours à les ronéotyper... Discret, se réfugiant, tant par nécessité que par goût, dans la clandestinité. Les militants bruxellois (trotskistes) l'ont connu sous le nom d'Adolphe; les parisiens, plus récemment, sous celui de Camille. Avec Trotski, il avait correspondu, il y a plus de deux ans, sous celui de Frédéric... Il habitait Maisons-Alfort.

Le 13 juillet, il ne rentra pas. Trois ou quatre jours plus tard, des camarades qui le connaissaient, alarmés, pénétrèrent chez lui. L'un d'entre eux nous écrivit : « Dans la chambre de Camille, tout était en ordre, ses vêtements, son repas préparé sur la table, ses papiers et son passeport... »

Le faux de Perpignan

Le 15, cinq exemplaires de lettres signées Klement sont postées à Perpignan. Ces lettres sont adressées à Trotski, à Sneevliet (Amsterdam), Verecken (Bruxelles) et Rous (Paris), qu'il connaît bien. Ce sont des lettres de rupture avec le trotskisme conçues en termes amères et accusateurs. Du premier coup d'œil on en reconnaît l'inspiration et le langage même. Klement fait allusion à la collaboration de la IVe Internationale avec les dirigeants (« les sommets », expression purement russe) fascistes. Il énumère les camarades qu'on a perdus ou découragés, parle de la démoralisation semée dans le mouvement trotskiste par les procès de Moscou et conclut : « Je n'ai pas l'intention d'intervenir publiquement contre vous, je suis las et fatigué de tout cela... » L'original, manuscrit, est adressé à « Monsieur Trotski ». Il paraît tout à fait superflu d'approfondir l'analyse de ce document qui est un faux, très maladroitement fabriqué, ou qui fut en effet écrit par Klement, mais alors entièrement dicté par quelqu'un d'étranger à sa pensée, à son expérience et à son style : dicté par un tortionnaire à un prisonnier. Je ne m'attarderai pas à en examiner l'inspiration d'ensemble, qui cadre en tous points avec celle des actes d'accusation de Moscou. Si Klement avait voulu se séparer de Trotski ou rompre avec lui, il n'eût pas été embarrassé pour trouver une argumentation autrement convaincante. Mais la falsification éclate en une foule de détails. Klement est allemand; or la seule mention manuscrite, une ligne, qui se trouve dans la lettre adressée à Sneevliet contient deux fautes d'orthographe en allemand. Il mentionne le journaliste américain Beals, dont il lui arriva maintes fois d'écrire le nom (et d'ailleurs il connaissait l'anglais), mais cette fois il l'écrit Bills, d'après la transcription phonétique russe. Parmi ceux que le trotskisme aurait perdus, il mentionne Brandler — et ceci suffit à prouver que l'auteur du faux n'a aucune connaissance véritable des cadres de l'Internationale Communiste, ou il saurait que Brandler, leader de l'opposition de droite allemande, a toujours été et demeure dans l'émigration un adversaire du trotskisme. La lettre reçue par Trotski est signée Frédéric, les autres sont signées Adolphe, mais aucune n'est signée Camille, alors que, depuis de longs mois, Klement n'usait plus dans toute sa correspondance que de cette signature, les deux autres ayant été brûlées, c'est-à-dire connues du Guépéou. L'auteur du faux, visiblement, ne connaissait pas la signature Camille.

Trotski écrit : « L'écriture ressemble beaucoup à celle de Klement. Mais la comparaison avec ses lettres plus anciennes fait ressortir la différence. Cette écriture n'est pas libre, mais tendue et inégale; certaines lettres sont trop soigneusement dessinées, d'autres au contraire trahissent un manque d'assurance. L'absence de ratures et l'espacement soigné des mots attestent que c'est une copie d'un brouillon. La lettre est-elle réellement de la main de Klement? Je ne le nierai pas catégoriquement. L'écriture est ressemblante, à considérer chaque lettre séparément; le manuscrit entier manque de naturel et de liberté. Si c'est l'écriture de Klement, il a écrit dans des circonstances tout à fait exceptionnelles; mais c'est plus probablement un faux très habile. » Un archiviste parisien M. Georges Bourgin a conclu au faux probable.

Un détail : les enveloppes ont été libellées comme jamais Klement ne le faisait, le nom de la ville d'abord, l'adresse ensuite. On est saisi de constater que c'est la coutume russe. L'ensemble de ces observations — et de beaucoup d'autres — semble indiquer que le faux a été confectionné (ou que le premier exemplaire de la lettre a été dicté) par un Russe peu au courant du passé de l'opposition internationale.

Le silence de la presse

Le 19 juillet, Gérard Rosenthal signale au parquet la disparition de Klement. Le P.O.I. adresse des communiqués à la presse. Pour ceux qui suivent depuis des années l'action du Guépéou à l'étranger, le doute n'est pas possible. Le crime est patent, signé. Si l'on fait écrire à Klement : « Je n'ai pas l'intention d'intervenir publiquement contre vous », c'est qu'il disparaît à jamais. Alors qu'un Klement, rompant avec le trotskisme, aurait à sa disposition toutes les colonnes de l'*Humanité* et ne manquerait certes de rien. Mais il faut être initié pour comprendre, la presse et les magistrats ne le sont point, ne veulent pas l'être. Les communiqués du P.O.I. sont d'autre part rédigés avec une extrême maladresse : au lieu de faire constater un crime et d'en exiger l'éclaircissement, ils paraissent surtout destinés à la propagande. La feuille de Doriot mène naturellement grand bruit autour de cette affaire à laquelle le reste de la presse ne consacre que quelques entrefilets. Rien dans l'*Humanité,* rien dans *Ce Soir*. Rien dans le *Populaire* où l'on connaît pourtant l'histoire de l'enlèvement de Marc Rhein à Barcelone : Marc Rhein, dont on reçut aussi une lettre... Les jours se passent et l'affaire tombe dans un silence absolu...

Le cadavre de Meulan

Le 24 septembre on repêche dans la Seine, à Meulan, le tronc décapité d'un homme tué d'un coup de stylet au cœur. *Ce Soir* écrit : « Ses mains

soignées et le peu de développement des muscles du bras semblent indiquer qu'on se trouve en face ou d'un employé de bureau ou d'un travailleur intellectuel... » A lire ceci, quelques camarades s'interrogent des yeux. Personne, dans la presse, ne songe au Guépéou, c'est le gros fait divers du jour. Le 29 août, Pierre Naville et Jean Rous, du P.O.I., sont mis sur leur demande en présence de ces restes. Ils rédigent ensuite la déclaration suivante :

> « Avant d'être mis en présence du tronc et des mains repêchés dans la Seine, nous avons donné au commissaire délégué et aux journalistes présents les caractéristiques essentielles du corps de Klement : sa taille 1 m. 78; son tronc assez fort et gras, sensiblement voûté, en disproportion avec les bras assez minces et longs. Nous avons décrit ses mains : longues et spatulées à l'extrémité des doigts fins. Mis en présence du tronc et des mains, nous avons, après examen, relevé avec plus de détails les caractéristiques notées ci-dessus.
>
> « Nous avons reconnu les mains comme celles de Rudolph Klement : des mains allongées, fines, des mains dites d'intellectuel. La ressemblance du pouce, surtout, nous a nettement frappés. D'autre part, on remarquait d'une manière très nette la caractéristique des doigts, c'est-à-dire leur spatulation à l'extrémité. Il n'y avait, à part ces caractéristiques essentielles, d'autre marque particulière. Cependant l'un d'entre nous a remarqué que l'index droit était, à sa partie inférieure reliant la dernière phalange à l'os métacarpien, sensiblement enflé. Il avait noté cette caractéristique sur le même doigt de Rudolph Klement.
>
> « Concernant le tronc, nous avons noté les caractéristiques essentielles du tronc de Rudolph Klement : un tronc assez gros par rapport aux bras assez minces et longs. D'autre part, un tronc courbé à la partie supérieure, comme l'était celui de Rudolph Klement.
>
> . . . .
>
> « D'autre part, l'un de nous a particulièrement relevé l'empâtement de la cambrure des reins caractéristique de Klement.
>
> « Le tronc, les bras et les mains conservaient parfaitement, étant donné la conservation intégrale de la colonne vertébrale, des omoplates et du bassin, la forme humaine normale. D'autre part, le corps avait, dans l'eau, été étroitement enserré dans un sac de toile (dit de marin), puis ficelé soigneusement dans une toile cirée. »

La police judiciaire intervient. Elle estime, d'après le *Petit Parisien* du 31 août, qu'il n'y a plus qu'à faire rechercher les assassins de Rudolph Klement. La feuille de Messieurs Aragon et Jean-Richard Bloch, *Ce Soir*, lance une autre piste, celle du cheminot Madiec, disparu le 1er juillet. *Ce Soir* consacre à Madiec, une colonne et demie. René Dunan rencontre « un confrère qui a personnellement connu Klement » et qui pense que ce n'est pas lui... On voudrait bien savoir le nom de ce confrère-là! *Ce Soir* écrit que « sans presque l'avoir examiné, les deux témoins (trotskistes) ont été péremptoires » et que « la police elle-même ne manifeste pour cette reconnaissance « spontanée » qu'un faible enthousiasme ». La feuille de MM. Aragon et J.-R. Bloch, bien décidée, on le voit, à couvrir le Guépéou, parle de diversion politique au moment où va s'ouvrir le procès du P.O.U.M. à Barcelone et annonce « un coup de théâtre sérieux ». *L'Humanité* du 31 étudie la piste Pierre Madiec sur deux colonnes et, mentionnant le *Petit Parisien* qui a admis l'hypothèse d'un crime du Guépéou, ajoute :

> « Est-ce avec de pareilles sornettes que l'organe de la famille Rothschild espère détourner l'attention de ses lecteurs des attaques menées par M. Daladier contre les 40 heures? Ou est-ce pour être utile aux provocateurs trotskistes du P.O.U.M. dont le procès s'ouvre précisément aujourd'hui à Barcelone ? »

Un militant disparu, un cadavre trouvé, le souvenir flottant sur tout cela de Marc Rhein, d'Andrés Nin et d'Ignace Reiss, Guépéou, Guépéou, Guépéou, sornettes que tout cela! Tout à côté de ces lignes on publie le sympathique portrait de M. Jacques Duclos qui « signera son livre : *Les droits de l'intelligence* », etc. Ils sont bien défendus, ces droits!

Deux jours se passent, la piste Pierre Madiec, également indiquée par le *Populaire* comme la seule sérieuse, est abandonnée à la suite d'une analyse des viscères. Il ne reste donc que la reconnaissance de Klement par ses amis.

Les témoins de Perpignan

Toute la presse semble suivre un mot d'ordre, assez compréhensible si l'on songe aux inquiétudes du moment : pas d'histoires avec le Guépéou. Le 2 septembre *Paris Soir affirme* que « la victime du crime de Meulan n'est ni Madiec ni Klement », parce que l'on a retrouvé trace de Klement à Perpignan. Une piste « non encore vérifiée, il est vrai, conduirait à Barcelone ». Trois témoins auraient vu Klement à Perpignan après le 13 juillet, prenant l'auto pour se rendre en Espagne. Mais le *Petit Parisien* (1er septembre) nous apprend que, de ces trois étonnants témoins, l'un est un officier espagnol de nationalité russe et qu'au surplus ils ont disparu (les témoins, oui!) « et toutes les recherches effectuées depuis pour les retrouver sont demeurées vaines ». Ne comptons pas sur *Ce Soir* et *l'Humanité* pour les retrouver.

Le même jour, une camarade, qui fut liée à Léon Sédov et connut Klement, vient déposer à la police judiciaire. Voici comment les journaux présentent son témoignage.

Petit Parisien, 1er septembre :

> « Le simple examen des photographies prises à la morgue de Meulan ne permit pas à la jeune femme de reconnaître s'il s'agissait ou non des restes de Rudolph Klement, et la lettre expédiée de Perpignan lui ayant été présentée, elle déclara : « Cela ressemble beaucoup à son écriture. Si ce n'est pas de sa main c'est habilement imité. »

Le Journal, même jour. Titre : « Le Mort sans tête de Meulan n'est ni Klement ni Madiec... »

> « On a photographié la main du cadavre de Meulan et agrandi les photos. Ce sont des agrandissements que l'on a présentés à Mlle de Pallières qui, longuement, les examina avant de laisser tomber : « Non, décidément, ce ne sont pas là les mains de Klement. J'en jurerais ». Par contre, quand le magistrat fit montrer à la jeune femme la lettre signée de l'ex-secrétaire de Trotski envoyée de Perpignan à ses amis parisiens de la IVe Internationale, elle n'hésita pas une seconde à affirmer, catégorique : « Cette écriture, si elle n'est pas celle de Klement, est imitée à s'y tromper. Pour moi, je n'eusse pas à priori connu le moindre doute. »

Même note exactement dans le *Populaire*. Les jours suivants, silence dans la presse entière.

Technique du crime

L'assassiné de Meulan a été tué d'un coup de stylet au cœur, tout comme Navachine : le coup bien appliqué d'un maître d'escrime, c'est-à-dire d'un officier... Klement était très averti; il est difficile d'admettre qu'il se soit laissé enlever sans résistance en plein Paris. Deux hypothèses se présentent à l'esprit : l'auto qui brusquement s'arrête dans une rue sombre à la hauteur d'un passant et le coup de matraque bien appliqué à l'instant d'une main de professionnel; ou bien l'arrestation discrète par de faux agents de la Sûreté, nantis comme il sied de cartes et d'insignes.

Simples rappels

Il y a tout juste un an, le 4 septembre, on ramassait près de Lausanne le corps d'Ignace Reis, assassiné par le Guépéou. Sur cette affaire unique l'enquête judiciaire a fait une lumière complète. On connaît nommément les assassins, agents français du Guépéou, Martignat et Abbiat. Quatre ou cinq agents russes du Guépéou à Paris ont jugé bon, après avoir été interrogés, de prendre le train pour Moscou. La femme d'un fonctionnaire de la délégation commerciale de l'U.R.S.S. inculpée de complicité, arrêtée et mise en liberté sous caution de cinquante mille francs, a pris le même chemin. L'agent du Guépéou Sémirensky est à la Santé et depuis onze mois la Suisse réclame vainement son extradition...

En deux années et rien qu'en France par contre dans une demi-douzaine d'affaires, on a senti, entrevu ou touché la main du Guépéou mais sans pouvoir ou sans vouloir l'empoigner. Il n'est pas inutile de dire ici ce que la presse russe de Paris a publié en toutes lettres : que l'affaire Navachine ne présente aucun mystère pour ceux qui la connaissent de près. De même que Reiss avait été averti par téléphone, Mme Navachine a été invitée par téléphone (en russe) à ne pas insister. Le cambriolage de la rue Michelet, où furent volées les archives de Trotski, est signé. L'enquête sur la perquisition faite à Neuilly chez Mme Joaquin Maurin s'est embourbée autour d'un communiste martiniquais. L'enquête sur la surveillance du téléphone de Kerensky, au moyen d'un branchage secret n'a pas eu de suites. L'enquête sur la mort extrêmement suspecte de Léon Sédov n'a rien donné... L'enquête sur l'enlèvement du général Miller et la disparition de son collaborateur Skobline, vieil agent du Guépéou, s'est embourbée aux alentours de la *Société des Amis de la Patrie Soviétique*...

UN TÉMOIN.

La doctrine de la C.N.T.

Une base : le lieu de travail; un instrument : le syndicat; un idéal : la liberté et la justice pour tous; une méthode : l'action directe et organisée des travailleurs pour la défense de leurs intérêts moraux, matériels et politiques.

SANTILLAN.

(*Timon*, juillet 1938).

Le procès du P.O.U.M.

A la suite d'une information parue dans la presse selon laquelle le procès intenté en Espagne contre le P.O.U.M. serait commencé, sur l'initiative de la Solidarité Internationale Antifasciste, une délégation comprenant des représentants des différents groupements politiques et syndicaux s'est présentée mercredi 31 août, à l'ambassade d'Espagne pour recueillir tous apaisements quant aux garanties demandées pour la défense des accusés.

Au cours de la discussion avec le représentant du gouvernement espagnol, la délégation protesta contre le procès en cours et déposa une note où étaient précisés ses désidérata.

La délégation était composée de :

Faucier, secrétaire de la S.I.A.; Charbit, secrétaire-adjoint de la Chambre syndicale de la Typographie parisienne; Fronty, Giroux, secrétaires du Syndicat des Agents des P.T.T.; Biso, secrétaire du Comité intersyndical du Livre parisien; Foucaud, représentant le Parti frontiste et le journal « La Flèche »; Marceau Pivert, secrétaire du Parti socialiste ouvrier et paysan; Martin, secrétaire du Syndicat des cuisiniers de Paris; Boville, secrétaire du Syndicat des Boulangers de la région parisienne; Le Pen, du Syndicat des électriciens de la région de Paris.

Se sont solidarisés avec la délégation les membres excusés ci-après : Vigne, secrétaire de la Fédération des Mineurs; Lorriot, secrétaire de la Fédération des Ports et Docks; Cottet, secrétaire de la Fédération des Employés; Chambelland, secrétaire du Syndicat des Correcteurs de Paris; Depreux, avocat socialiste S.F.I.O.; Largentier, secrétaire de la Chambre syndicale de la Typographie parisienne.

En l'absence de l'ambassadeur son représentant qualifié a pris l'engagement d'en référer immédiatement, par télégramme, à son gouvernement et d'informer la délégation à toutes fins utiles.

L'affaire Garnier-David au Congrès des Instituteurs

La résolution suivante fut déposée au bureau de la dernière séance du congrès du Syndicat des Instituteurs à Nantes par huit sections : la section de la Loire (Thevenon-Argaud-Duperray); la section de la Haute-Loire (Autuche-Pandraud); la section de l'Allier (Petit); la section de la Creuse (Mazure); la section de la Nièvre (Ablat); la section du Rhône et la section de la Seine-et-Marne (Taché), René Cerre du Puy-de-Dôme, Guilbert du Cantal, en leur nom personnel, et la section de la Corrèze la signaient également. La section de la Corrèze représentée par Debernard demandait toutefois que soit retiré le premier paragraphe de la résolution. Il convient de dire que la section de la Loire n'avait mis en circulation sa résolution qu'auprès d'un très petit nombre de camarades, les plus près, et les plus faciles à atteindre dans la salle du congrès. Je ne doute pas un instant que, mise en circulation dans toute la salle, elle n'eût récolté un grand nombre de signatures supplémentaires de la part des sections ou tout au moins de la part des délégués à titre personnel, ceci pour deux raisons :

La section de la Loire avait abondamment documenté toutes les autres sections sur les événements tragiques du département de la Loire et leur avait demandé l'expression de leur solidarité à Nantes.

Les listes de souscription mises par nous en circulation dans la salle avaient reçu un accueil qui montrait que la grosse majorité des délégués était au courant de l'affaire et en avait compris toute la gravité (nous avons rapporté près de 1.000 francs du congrès de Nantes et en remercions tous les camarades).

Voici le texte de la résolution :

Le congrès du S.N. des Instituteurs, vivement ému par les conséquences tragiques de l'affaire Garnier, qui constitue un scandale syndical autant qu'un scandale judiciaire, proteste avec énergie :

1°) contre l'attitude du parti communiste qui utilise contre des militants syndicalistes dans un but de stratégie politique tous les moyens depuis la calomnie jusqu'à la collusion avec la justice bourgeoise;

2°) contre Benoît Frachon, les dirigeants de la Fédération du Bâtiment et de l'Union départementale de la Loire qui voudraient mettre en vigueur cette curieuse et cynique théorie suivant laquelle les organisations ouvrières doivent s'en remettre aux conclusions des tribunaux pour savoir si elles s'occuperont ou non du cas de trois camarades injustement frappés au cours de l'exercice régulier et loyal de leur mandat syndical, ainsi qu'en témoigne la confiance de leur organisation et l'appui dans le pays de 55 syndicats, régions ou fédérations ouvrières;

Demande à ce que, contrairement à cette thèse, la C.G.T. hâte le fonctionnement d'une commission d'enquête impartiale;

Assure de sa sympathie et de son soutien intégral Garnier, Bidault, et David surtout qui désespère et doute parfois de la solidarité syndicale au fond de la prison.

Le congrès s'élève contre l'attitude de Benoît Frachon qui n'hésite pas à injurier grossièrement les instituteurs de la Loire et dresse contre eux la classe ouvrière de ce département à l'aide d'arguments faciles mais faux, à cause du rôle qu'ils ont joué dans l'affaire Garnier-Bidault-David, et à cause de leur conception de la paix.

Non seulement cette résolution ne fut pas adoptée, mais elle ne fut même pas présentée au congrès.

Disons tout de suite qu'aucune question de tendance, puisque c'est au S.N. actuellement une grosse question, ne peut être évoquée à ce sujet. Je n'appartiens pas à l'*Ecole Emancipée* et bien que je ne voie pas là un motif suffisant pour agréer ou rejeter une résolution (comme ce fut le cas l'an dernier à propos d'une résolution sur l'Espagne), j'ajoute qu'aucun des membres de la délégation de la Loire n'appartenait à cette tendance. Le rédacteur de la résolution en est, si l'on peut dire, beaucoup plus éloigné que moi. Ceci à seule fin de montrer que, communistes exceptés, tous les éléments de la section de la Loire des plus « modérés » aux plus « à gauche » avaient considéré l'« affaire » comme très importante. La section de la Loire s'était engagée à fond et désertant le congrès de son U.D. bataille avec l'aide d'une trentaine de syndicats protestataires du département pour Garnier et David dans tout le pays. Elle demeure en état de conflit avec son U.D. depuis cinq mois. Oserai-je dire que l'appui sans réticence du congrès et avant lui du bureau du S.N. nous paraissait indubitable?

Je voudrais avoir le temps de donner ici mes « impressions de congrès » à seule fin de montrer que je n'écris pas dans le but de noircir un tableau, et par désir de dénigrement systématique. Malgré des grosses lacunes qui correspondent à celles de tous les congrès de cette ampleur, celui du S.N. fut encore cette année un congrès remarquable et il est vraiment dommage que l'intervention de Delmas soit la seule écoutée en silence. Sur nombre de problèmes importants : problème colonial, indépendance du syndicalisme, guerre, défense laïque, le congrès a entendu et conduit une discussion de valeur, et la confrontation, grâce à un système original et établi avec un réel souci d'objectivité, des trois grands courants du syndicat qui correspondent à peu près aux trois grands courants du syndicalisme en général, fut un tournoi plein d'enseignements et plein de vie. Mais d'autres camarades se sont chargés de la relation du congrès. Le bien que j'en pense ne fait que grandir ma stupéfaction devant le mal que je constate, mal que j'attribue, quitte à me répéter, à l'incompréhension totale de l'importance essentielle de l'affaire Garnier, à la timidité de la résistance aux staliniens dans la C.G.T., à l'état d'esprit du bureau actuel du S.N. qui continue à croire au Front populaire et à l'alliance indispensable avec le parti communiste.

Cette alliance est véritablement pour eux, le mal nécessaire. Voici dans quelles conditions notre résolution fut « mise de côté ».

Nous avions à présenter au congrès sur le rapport moral un certain nombre d'observations : ayant trait aux questions coloniales, à la propagande contre la guerre (cas du vote à la Fédération des fonctionnaires), à la défense antistalinienne, à l'objectivité des informations de l'*Ecole libératrice* sur l'URSS et l'Espagne et à la censure qui règne dans notre revue pas seulement à l'égard des amis de l'*Ecole Emancipée*; nous avions à expliquer pourquoi, malgré nos critiques, nous votions le rapport moral du S.N. et pourquoi compte tenu des difficultés qu'il rencontre et de la différence d'atmosphère qui règne entre notre syndicat et les fédération voisines nous gardions notre confiance dans notre bureau actuel.

Nous avions à présenter aussi pour jeter l'alarme devant le congrès l'affaire Garnier : scandale sans précédent qui peut très bien en créer un. Cela faisait beaucoup pour une seule section. Toutefois nous aurions aimé dire tout cela à seule fin d'user de cette démocratie syndicale qui fait que l'on peut critiquer sans être un adversaire et donner des suggestions sans attenter à l'honneur d'une direction syndicale.

Dès le début Thevenon s'abstint d'intervenir sur la question *Ecole libératrice* malgré les refus d'articles essuyés par notre section, à cause du temps que demandaient les interventions dont nous ve-

nons de parler. Au moment où la commission des affaires sociales prépara les interventions, elle répartit le temps de parole à raison d'une heure par tendance : les tendances étant groupées autour des motions d'orientation. Le seul inconvénient était de donner aux staliniens à peu près inexistants dans le S.N. une heure entière comme à la majorité et ceci de telle façon qu'un camarade parlant au nom de la majorité de sa section disposait de beaucoup moins de temps qu'un stalinien parlant au nom de la minorité de la même section. Une heure étant donnée aux staliniens il nous semblait que 10 ou 8 minutes spécialement accordées à l'« affaire Garnier » n'étaient pas un luxe prohibitif. Il était difficile de placer cette « affaire » dans une « tendance » plutôt que dans une autre. Bon gré mal gré nous fûmes casés derrière la « tendance » « motion du Gers » : « vous avez bien voté le rapport moral », nous disait d'une part Hagnauer; « vos critiques envers le bureau et votre affaire Garnier n'ont rien à voir avec la motion du Gers », nous disait d'autre part et avec assez de raison notre camarade Roumat, orateur principal de la tendance majoritaire.

C'est dans cette équivoque que l'organisation de la séance du soir se termina; collés dans un groupe qui ne voulait pas de nous, nous allons à nouveau trouver Hagnauer qui levant les bras au ciel nous demanda de placer l'affaire Garnier dans les questions diverses ou que Thevenon y fasse allusion au cours de son intervention générale, car dit Hagnauer à peu près : « on ne peut occuper le congrès du Syndicat National avec l'« affaire Garnier ». Ceci avec la meilleure foi du monde, en marquant toute la différence qu'il peut y avoir entre un grand congrès et un petit caprice de délégués, et en montrant encore une fois que pour lui l'« affaire Garnier » n'avait jamais été autre chose qu'une petite « histoire » locale. Le grand chef des cellules Benoît Frachon qui n'a pas hésité à accourir du secrétariat confédéral pour aider la manœuvre contre les emprisonnés de St-Etienne, la discipline intégrale de tous les staliniens du congrès de Nantes qui, jusqu'au plus petit auditeur, refusaient automatiquement nos listes de souscription, avec commentaire de circonstance à l'appui, montre que malheureusement nos amis communistes attachent à leur travail une importance que nous ne savons pas encore lui reconnaître.

Nous lâchons alors avec l'intention de ne pas intervenir du tout.

Après le défilé des orateurs des trois tendances les staliniens, l'*Ecole Emancipée*, la majorité groupée autour du Gers, Thevenon apprit brusquement que dix minutes lui étaient accordées; il fit donc ce qui était entendu, un exposé général sur nos griefs et nos approbations en terminant pas quelques rapides aperçus sur l'« affaire Garnier » et en déclarant qu'« il y en avait assez de ces militants communistes capables de faire patte de velours et d'égratigner sans ménagement par derrière dès que l'occasion s'en présente ».

Après l'intervention de Thevenon nous avons l'étonnement de voir se lever Vivès, président de séance, qui donne à cette intervention un commentaire au moins inattendu. Il ne faut pas s'entre-déchirer. Il ne faut pas se battre. En Espagne les choses fonctionnent dans la mesure où les luttes intestines cessent. Il ne faut pas toujours remâcher les rancœurs passées, tout cela sous le fallacieux prétexte que « nous aurons peut-être à prendre le pouvoir ensemble ». Je pense que de telles allusions, malgré ce qu'elles ont de voilé et surtout à cause de cela, jettent la suspicion, discréditent ce qu'a dit Thevenon et le combat que nous menons dans la Loire. J'en attribue la cause au même état d'esprit que celui qui faisait opposer par Hagnauer le « congrès national » à la « petite affaire locale » et qui explique le silence du bureau sur les incidents de la Loire, avant le congrès.

Il est tout de même un peu malheureux que des militants qui ont grandement le sens de la politesse et de la liberté quand il s'agit d'un secrétaire confédéral, qui ont le sens de leur dignité, et ont raison de l'avoir, qui refusent tout article dont l'insertion est demandée sur un ton comminatoire par la tendance *Ecole Emancipée*, et poussent même le sens de leur dignité jusqu'à trouver comminatoire une motion présentée par la Loire, la Haute-Loire, l'Algérie et diverses autres sections, motion qui « demande au bureau d'ouvrir une rubrique des questions coloniales rédigées par les intéressés eux-mêmes », il est un peu malheureux, dis-je, que des militants qui ont le sens de leur honneur de militants oublient avec autant de facilité les injures que l'on fait aux autres. Que l'on tente d'arranger les choses et d'éviter les heurts avant qu'ils se produisent, je le comprends, et je pense que c'est un excellent travail de la part des responsables d'un grande organisation; mais tout de même, la section de la Loire du S.N., la F.G.E. de la Loire, la Régionale académique de Lyon, possèdent, et connaissent, et ont fait connaître autour d'elles certain numéro du *Travailleur syndicaliste de l'Union départementale de la Loire* où, sous forme d'un discours sténographié de Benoît Frachon, se trouve la plus belle collection d'insultes et d'insinuations malveillantes qu'ont pu depuis les tournées Benjamin encaisser des instituteurs. Et pour qui sait se souvenir, le même Benoît Frachon a été si cordialement insultant au congrès d'Alger pour les membres de l'Enseignement, si cordialement provocant que les professeurs qui montaient à la tribune se voyaient « invités à sortir dehors » et risquaient un mauvais parti à la sortie du congrès.

Tout de même, il y a un camarade en prison à St-Etienne, accusé de meurtre, et dont le mouvement syndical jusqu'à présent ne s'occupe pas. Par l'affirmation jusque-là gratuite de l'Union départementale qui dit posséder un dossier qu'elle ouvrira quand ça lui plaira, dossier qui justifie son silence. Par ce silence même, ce sont les représentants des syndicats de la Loire qui sont les premiers responsables du maintien de David en prison, eux qui aident l'opinion publique à admettre avec le temps la culpabilité de David et poussent par là même à sa condamnation.

Ce ne sont pas de ces choses qu'on oublie et qui vous font désirer particulièrement la « prise du pouvoir ensemble ».

On sait que dans tout congrès le principal travail se fait dans les coulisses et les commissions de résolutions et que — c'est normal d'ailleurs — la commission des résolutions n'est jamais composée en majorité par les adversaires des organisateurs du congrès. A la commission des résolutions sur les affaires sociales où était Thevenon l'atmosphère n'était pas en faveur de l'« affaire Garnier ». On se bornait à une résolution réclamant comme tout le monde, une commission d'enquête, cette commission d'enquête qui, d'ailleurs, composée je crois, ne se presse pas pour entrer en fonctions. Evidemment la raison « nous ne sommes pas au courant » en est une. Mais on pourrait en dire autant de toutes les questions soulevées par les différentes sections locales, et quand le bureau met son activité aux voix, toutes les sections pourraient dire qu'elles ne l'ont pas vécue. Il existe dans une organisation syndicale ce minimum de confiance et de camaraderie auquel Delmas fait chaque année si heureusement allusion. La section de la Loire a documenté le plus possible par ses circulaires, par les grands journaux et revues syndicalistes. On a encore le droit de n'avoir pas pour elle la confiance que l'on réclame pour soi, et de ne pas accorder entièrement crédit à ses informations.

Thevenon revint, estimant que ce serait perdre son temps que de vouloir demander plus que le texte de la commission des résolutions, mais déclarant toutefois s'en remettre à l'avis des deux autres membres de la délégation. Je lui montrai alors qu'en peu de temps j'avais recueilli pour une résolution nette les signatures de huit sections; il fut d'avis de présenter cette résolution au congrès, et je négligeai de continuer à racoler des signatures, même celles de syndicats qui m'avaient promis la leur, estimant que celles déjà obtenues seraient suffisantes pour montrer au bureau du congrès que l'« affaire » n'était pas telle-

ment inconnue, et qu'elle ne risquait pas tellement de bouleverser le congrès.

Comme nous approchions des « questions diverses » et que rien dans ce sens n'était sorti, il me sembla utile de penser au P.O.U.M. et à son procès en Espagne. N'avions-nous pas entendu un stalinien approuver hautement à la tribune « le nettoyage des éléments anarchistes, des éléments du P.O.U.M. et autres franquistes » ? L'intervention du délégué espagnol saluée par la vibrante Internationale du congrès, ne s'était-elle pas à la traduction révélée d'une banalité totale et d'un silence inquiétant sur le grand procès en préparation à Barcelone? Déjà d'autres sections y avaient songé : l'Allier, l'Ardèche, l'Indre, la Haute-Loire, l'Aveyron, le Rhône, les Basses-Alpes, à titre personnel Guilbert du Cantal et un camarade des Hautes-Pyrénées. Mais plusieurs textes différents étaient en circulation et comme le temps manquait pour refondre un texte commun, nous décidons que la Loire établirait un texte en son nom qui serait soutenu par les autres sections, s'il soulevait des objections au vote : finalement ce texte fut établi par la seule section de la Loire :

Le congrès, ému par la répression dont sont victimes les syndicalistes révolutionnaires du P.O.U.M. et de la C.N.T. demande au Syndicat National d'aider de tout son pouvoir la constitution d'une commission d'enquête impartiale susceptible de donner à la conscience ouvrière toutes les précisions indispensables, au sujet du procès du P.O.U.M., dont les militants sont incarcérés pour des raisons plus que mal définies et selon des méthodes qui rappellent cruellement celles des récents procès de Moscou.

Je dépose cette résolution au bureau avec celle sur l'affaire Garnier. Aux questions diverses après la lecture des résolutions de la commission, Hagnauer lit la résolution de la commission sur l'affaire Garnier; cette résolution réclame seulement la « commission d'enquête », mais ne prend pas partie pour nous, même pas au sujet de l'attitude de Frachon à l'égard de notre section. La résolution de la commission est mise aux voix et on ne parle même pas de la nôtre. Je proteste en indiquant qu'une autre résolution est présentée par huit sections. Il m'est répondu qu'il est trop tard, que notre résolution soulèverait un débat, que Thevenon est d'accord avec la résolution de la commission. Que répondre à tout cela? On ajoute que ce n'est ni le lieu ni l'heure de soulever la question de cette pénible affaire, dans l'après-midi ce n'était pas l'heure non plus et la pénible affaire devait trouver place aux questions diverses où nous sommes. J'ai expliqué l'attitude de Thevenon. Je me demande encore pourquoi notre résolution devait soulever un débat alors que celle de la commission n'en soulevait pas. Thevenon est debout, les bras en l'air, mais déjà on passe la parole à Delmas, pour tirer les conclusions, remercier, saluer,... le congrès est fini.

La résolution sur le P.O.U.M. passe au bleu, sans la moindre allusion. Est-ce un congrès de prestidigitation?

Je sais l'état d'esprit du moment : une résolution sur le P.O.U.M.? Quel résultat pratique cela donnera-t-il? Taché près de moi, pendant la rédaction de notre papier sur le P.O.U.M., me donnait ces raisons, frappées certes au coin du bon sens, comme sa solide et peu optimiste intervention qui le classerait aussi bien à l'extrême-gauche de l'Ardèche que dans le régiment d'orateurs du « Gers ».

Certainement Taché! nous sommes sursaturés d'abominations au point de ne plus savoir où donner de la tête, et courbaturés par notre impuissance perpétuelle à solutionner les vastes problèmes qui se posent sans cesse à nos pauvres organisations. Mais alors que nous ne prenons même plus la peine d'indiquer à titre au moins de principe notre désapprobation, on fusille tous les révolutionnaires de 1917, on saccage une révolution ouvrière en Espagne, après avoir tué la révolution chinoise, on colonise la C.G.T., on fait des groupes d'« instituteurs révolutionnaires » qui réclament le droit d'aller à confesse et que l'âme des Davidées ne soit point froissée par la prose de Rollo... David reste en prison. Comme une mécanique précise les colonisateurs avancent à tours de roues égaux, ne négligeant aucun des pouces de terrain que nous abandonnons si facilement, et Vivès déclare qu'il ne faut pas se battre, et Delmas pense que nous ne ferons rien sans le parti communiste.

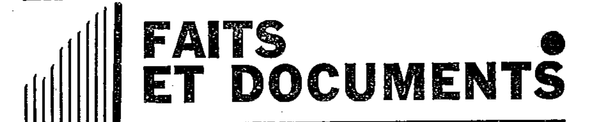
Entre un bureau syndical et les sections composantes d'une organisation il y a certes toujours une différence de perspective dans la façon de considérer l'intérêt de l'organisation. Chaque section de base a tendance à demander beaucoup à l'organisation, le bureau qui en a la responsabilité générale a tendance à la ménager beaucoup. Je suis certain dans le fond de l'approbation tacite du bureau du S.N. devant notre travail dans l'affaire Garnier, mais son respect de l'organisation, et la croyance que le parti communiste est à la fois un adversaire trop puissant dans certains cas, et dans d'autres un allié irremplaçable et indispensable tuent dans la pratique les velléités de défense de l'indépendance syndicale.

Delmas disait à certain passage de son discours et Hagnauer dans son excellent exposé que le syndicalisme est œuvre quotidienne et qu'il faut s'attacher à des cas particuliers et précis plutôt qu'à de vastes et vagues idées générales.

Les vastes et vagues idées générales ce sont les exposés d'une heure sur l'indépendance syndicale, le cas actuel précis c'est l'affaire Garnier à Saint-Etienne.

La mystique Front populaire qui a fait disparaître trois motions avec une facilité remarquable et, je le reconnais cent fois, dans les plus louables intentions, a empêché notre bureau de voir dans le réel l'application d'une irréprochable formule oratoire.

J. Duperray.



FAITS ET DOCUMENTS

La motion des instituteurs

Voici le texte complet de la résolution d'orientation syndicale adoptée à une grosse majorité par le Congrès de Nantes du Syndicat National des Instituteurs :

Le congrès reconnaît loyalement que le Rassemblement populaire n'est pas sans avoir eu d'heureux et importants résultats. Il a rendu espoir, confiance, volonté à la classe ouvrière, durement frappée par la crise économique; à la démocratie hésitante ou résignée devant les divergences et les incertitudes des groupements et des partis, attachés aux principes de justice, de paix et de liberté.

Il a permis d'arrêter provisoirement les progrès du mouvement fasciste qui, grâce à trop de faiblesses ou de complaisances, mettait en péril les institutions républicaines et particulièrement les libertés ouvrières.

Il a mis fin momentanément à la politique de déflation qui, en provoquant la paralysie progressive de notre économie, a surtout lourdement pesé sur la situation matérielle et sur la condition morale des travailleurs de toutes catégories.

Il a favorisé l'avènement d'une nouvelle politique sociale due essentiellement à une irrésistible poussée ouvrière, facilitée par la réalisation de l'unité syndicale et la victoire électorale de mai 1936.

Mais le congrès est obligé de constater et de dénoncer :

— La faiblesse organique constitutive du Rassemblement populaire, dont les éléments soudés dans la défense pouvaient difficilement rester unis pour une action postive;

— La faiblesse des hommes qui, par défaut de confiance ou par lassitude, se sont résignés à la « pause », permettant au grand capitalisme de se ressaisir, de s'opposer à tout nouveau progrès social et de reprendre à la classe ouvrière la majeure partie des avantages conquis en juin 1936;

— La fâcheuse prédominance des préoccupations électorales et des habitudes parlementaires au sein du Rassemblement populaire;

— L'insuffisance et l'imprécision d'un programme qui prétendait établir une amélioration durable des conditions d'existence des travailleurs sans vouloir recourir aux indispensables réformes de structure réclamées par la C.G.T. en son congrès d'unité de Toulouse;

— L'impossibilité évidente de concilier une large politique de progrès social avec une politique de surarmement exigeant des crédits supérieurs aux ressources normales de l'Etat.

Le congrès est convaincu que la C.G.T. peut et doit devenir le pivot et l'animatrice d'un Rassemblement populaire rajeuni, groupant tous les éléments anticapitalistes du pays et fermement résolu à réaliser, quelles que soient les résistances, un plan hardi et complet de transformation économique et sociale.

Mais pour entreprendre une semblable tâche, la C.G.T. a besoin de conserver intactes sa force et son homogénéité. Il importe que soit strictement respectée, conformément à l'esprit des décisions du congrès de Toulouse, l'indépendance absolue du mouvement syndical et que soit condamnée l'ingérence de tous les partis politiques et de tous les gouvernements, dans la direction de celui-ci.

Il se prononce donc pour :

1° L'interdiction du cumul des fonctions publiques et syndicales;

2° L'interdiction des fractions organisées au sein des syndicats.

Mais le congrès pense que la réalisation de tout le programme d'avenir reste subordonnée au maintien de la paix, à la solution du problème de la paix.

Il rappelle que l'attitude permanente des instituteurs syndiqués a été une opposition irréductible à la guerre, considérée comme le pire fléau de l'humanité.

Il constate que le chantage incessant de la menace extérieure nous achemine déjà vers une régression sociale tendant à réduire nos libertés et à détruire les avantages conquis par le prolétariat depuis juin 1936.

Il refuse de confondre la lutte antifasciste sur le plan national avec les conflits qui opposent des groupes d'Etats, des blocs dits idéologiques en fait de véritables intérêts capitalistes.

Il condamne l'union sacrée sous toutes ses formes.

Il estime que la solidarité internationale ne peut justifier la généralisation des conflits.

Il demande que la classe ouvrière française fasse pression sur son gouvernement pour que celui-ci prenne l'initiative d'une conférence internationale résolue à construire la paix :

1° Par un accord immédiat établissant une limitation simultanée des armements dans tous les Etats du monde, cet accord ne constituant qu'un premier pas vers le désarmement général;

2° Par la révision des traités qui ont terminé la guerre de 1914-1918;

3° Par l'élaboration d'un nouveau statut politique et économique de l'Europe et du monde, qui placerait au premier plan non plus [illegible] capitalistes, mais les besoins vitaux légitimes des peuples.

Le congrès proclame la nécessité pour le syndicalisme de reprendre sans délai la propagande publique contre la psychose de guerre et contre toute mesure tendant à développer le militarisme dans tout le pays, et notamment contre la loi de deux ans, la multiplication des périodes militaires, la préparation militaire obligatoire, etc.

Il pense que chaque retard imposé à la guerre est une victoire pour la paix.

Il souhaite ardemment que les travailleurs sachent garder leur sang-froid et résister à tous les courants bellicistes. La tâche particulière des instituteurs est de ranimer la haine des classes populaires contre la guerre, qui cessera d'être possible le jour où le prolétariat refusera nettement son consentement ou simplement sa résignation.

ENTRE NOUS

LA R. P. EN DIFFICULTE

C'est un véritable cri d'alarme que nous lançons à tous nos amis : notre situation financière pose la question de la vie même de la R.P.

Nos deux derniers numéros (le précédent et celui-ci) n'ont pu paraître que grâce à une aide importante d'un de nos abonnés de soutien.

Les frais d'impression ont en effet augmenté de près de 45% depuis le début de 1937; les frais de poste ont également subi une augmentation importante. Tous nos autres frais sont déjà réduits au minimum, puisque la R.P. *n'a pas de permanent appointé, que tout le travail est fait bénévolement par des camarades parisiens et qu'aucune collaboration n'est rétribuée.*

Mais nous n'avons d'autres ressources que les abonnements (ordinaires ou de soutien) et les souscriptions.

Nous n'avons pas voulu jusqu'ici faire ce qu'ont fait la plupart des autres journaux et revues : augmenter le prix de l'abonnement pour faire face à nos charges nouvelles, de nombreux camarades nous faisant déjà remarquer que le prix élevé de la revue gêne sa diffusion. (Néanmoins, dans les conditions actuelles, il faut observer que la R.P. *n'est plus une revue chère, avec l'abonnement à 40 fr.).*

Nous n'avons pas voulu non plus supprimer un ou deux numéros pendant les mois de vacances, la situation syndicale et politique nous ayant paru justifier une parution régulière.

D'autre part, les événements évoluent trop rapidement pour que nous puissions diminuer la cadence de notre parution, d'autant plus que la progression — faible il est vrai, mais cependant continue — du nombre de nos abonnés confirme l'intérêt de notre revue.

Il ne reste donc que deux solutions pour remédier à notre situation : 1°) *soit augmenter le prix de l'abonnement et le porter par exemple à 13 fr. pour les abonnements de 3 mois, 25 fr. pour les abonnements de 6 mois et 50 fr. pour les abonnements d'un an.*

Ces prix nous permettraient d'ailleurs à peine de couvrir nos dépenses et nous craignons de ralentir la diffusion de la R.P. *par cette mesure.*

2°) *soit, en conservant les prix d'abonnement actuels, pouvoir compter sur une aide accrue de tous nos amis,*

— par le versement à notre souscription permanente, et le complément de leur abonnement à 50 fr. par tous ceux de nos abonnés qui le peuvent.

— par les versements réguliers de nos abonnés de soutien et le développement du nombre de ces abonnés (c'est-à-dire de camarades qui peuvent s'engager à nous verser chaque année leur abonnement au prix de 50 fr., 100 fr. ou plus suivant leurs possibilités).

— par le recrutement de nouveaux abonnés : pour assurer la vie de la R.P., *il nous faut actuellement au minimum 1500 abonnés. Nous sommes loin du compte. Les 250 ou 300 abonnés supplémentaires nécessaires pour arriver à ce chiffre sont-ils introuvables d'ici la fin de l'année? Nous ne le pensons pas.*

— en nous évitant toutes les dépenses superflues de frais de recouvrement, de circulaires pour relancer les abonnés en retard, etc. Nous demandons à ce propos, à ceux de nos abonnés qui recevront ces jours-ci des quittances de recouvrement par la poste, de leur faire bon accueil et de considérer que, bien que leur abonnement soit terminé depuis plusieurs mois, nous leur avons continué le service de la R.P.

Nous demandons donc à tous nos amis de considérer la gravité de la situation de leur revue, et de nous envoyer d'urgence leurs suggestions, leur aide matérielle, et de nous faire de nouveaux abonnés.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

VIENT DE PARAITRE AUX EDITIONS DU SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DU RHONE :

L. Emery

1918-1938 : PANORAMA DE VINGT ANNEES

La Paix qui n'est pas encore faite...

Les traités de 1919. — De Clemenceau à Poincaré. — Locarno et les tentatives de négociation. — La faillite des réparations et du désarmement. — L'essai de reconstitution d'un front antiallemand. — La dislocation du front de Stresa et l'échec de la sécurité collective. — La désagrégation de la S.D.N. — Retour à la tradition. — Conclusions et documents.



Une brochure de 32 pages : 2 francs. Les 5 brochures : 7 francs. Les 10 : 12 francs. Les 100 : 90 francs. Commandes à André Lavenir, 2, rue Maurice-Boucher, Lyon (VIIe); chèque postal Lyon N° 4.34.

Georges Dumoulin

Ancien secrétaire de la C.G.T.,
Secrétaire de l'Union des Syndicats du Nord

Carnets de route

QUARANTE ANNEES DE VIE MILITANTE

Préface de RENE BELIN



Editions de « L'Avenir », 23, place Rihour, à Lille. — Un volume de 320 pages, avec huit hors-texte : 15 francs. Franco : 16 francs; chèque postal N° 503.55 Lille. En vente à « Syndicats », 8 boulevard Magenta, Paris (X^e).

